



Enquête « La mobilité et l'accès des Français aux services de la vie quotidienne »

LES FRANÇAIS CONSIDÈRENT QUE LA CAPACITÉ À SE DÉPLACER FACILEMENT CONDITIONNE LA QUALITÉ DE VIE AU QUOTIDIEN

- **65 % des Français considèrent que la capacité à pouvoir se déplacer facilement est indispensable pour la qualité de leur vie quotidienne.**
- **3 à 4 Français sur 10 déclarent avoir, par défaut de mobilité, renoncé ou repoussé une activité du quotidien** : projet de sortie culturelle ou de loisirs (41 %), démarches administratives (36 %), rendez-vous médical (30 %), activité physique ou sportive (29 %), courses alimentaires (26 %).
- **30 % des actifs en emploi ont déjà envisagé de changer de mode de vie (télétravail, temps partiel, arrêter de travailler), 30 % de changer de travail et 23 % ont pensé à déménager pour se rapprocher de leur emploi.**
- **Améliorer la mobilité passe pour plus de 53 % des Français par un coût de transport moins cher et pour 35 % par un réseau de transports en commun avec des horaires ou une fréquence plus adaptés à leur quotidien.**

Le Laboratoire de la Mobilité inclusive⁽¹⁾, Think Tank, publie à l'occasion des 5^{es} Rencontres de la mobilité qui se tiennent ce jour une enquête inédite « **La mobilité et l'accès des Français aux services de la vie quotidienne** ». Ce sondage réalisé par l'Institut Elabe⁽²⁾ dresse un état des lieux, identifie les obstacles, mais aussi les pistes d'amélioration prioritaires qu'attendent les Français pour permettre à tous d'accéder en toute liberté et autonomie aux services du quotidien.

La mobilité, un besoin universel souvent contrarié

Se déplacer facilement, une condition indispensable pour la qualité de vie au quotidien, c'est ce qu'estiment 65 % des Français interrogés par l'Institut Elabe, quels que soient leur âge, leur lieu de résidence ou leur habitation. « *L'enquête révèle que la mobilité est un sujet universel, puisque tous les Français, et pas seulement les plus fragiles, se sentent concernés* », commente Valérie Dreyfuss, déléguée générale du Laboratoire de la Mobilité inclusive (LMI).

Pourtant, les Français font souvent l'expérience d'une mobilité entravée, contrainte, empêchée. 1 Français sur 3 estime être contraint dans ses déplacements ou modes de transport pour faire des démarches administratives (44 %), accéder à des loisirs ou faire une sortie culturelle (41 %), se rendre à un rendez-vous médical (37 %), faire ses courses alimentaires (35 %) ou pratiquer une activité physique ou sportive (26 %).

« Il est impensable, au 21^e siècle, à l'ère de la consommation de masse, que remplir son réfrigérateur puisse encore poser un problème pour 35 % des personnes interrogées », s'alarme Valérie Dreyfuss.

Au-delà de la contrainte perçue, **3 à 4 Français sur 10 déclarent avoir déjà repoussé à plus tard ou renoncé** (par défaut de mobilité) à accéder à des loisirs ou faire une sortie culturelle (41 %), faire des démarches administratives (36 %), se rendre à un rendez-vous médical (30 %), pratiquer une activité physique ou sportive (29 %) ou faire ses courses alimentaires (26 %).

Ce sont les usagers réguliers des transports en commun mais également les personnes non équipées d'une voiture qui sont les plus contraints. D'après le sondage, les empêchés de la mobilité sont en priorité les jeunes (18-25 ans), les actifs (cadres et employés) plus que les retraités.

Fait surprenant : ce sont les habitants de l'agglomération parisienne qui déclarent plus largement que la moyenne avoir déjà renoncé à des loisirs ou à une sortie culturelle (54 %).

« Pour cette population qui dispose d'un large choix de moyens de transport, c'est moins une affaire d'offre que de fluidité », explique Valérie Dreyfuss.

La mobilité, un révélateur de fragilités (notamment cognitives)

29 % des personnes interrogées ont déjà renoncé à des déplacements par crainte de se perdre ou de ne pas réussir à s'y rendre et 22 % par incapacité à construire son itinéraire. *« La mobilité n'est pas uniquement une affaire d'offre de transports. C'est aussi la capacité à pouvoir comprendre le système de transports en place ; ce qui renvoie aux compétences cognitives », commentent les experts du sondage.*

« Voilà pourquoi la formation à la mobilité et l'accompagnement des plus vulnérables sont des actions indispensables d'émancipation individuelle et d'inclusion sociale et professionnelle. C'est la vision que porte le Laboratoire de la Mobilité inclusive auprès des pouvoirs publics depuis maintenant plusieurs années », ajoute Valérie Dreyfuss.

Face à la multitude de l'offre (bus, tramway, métro, RER...), ce sont les habitants des zones les plus urbaines (agglomération parisienne et agglomérations de plus de 100 000 habitants) qui semblent être les plus en difficulté. **32 % des résidents de l'agglomération parisienne déclarent avoir renoncé à se rendre dans un lieu inconnu par incapacité à construire son itinéraire.**

« L'offre est tellement vaste et les transformations sont si rapides que les populations des zones urbaines ont besoin d'être accompagnées pour qu'à terme elles gagnent en autonomie », insiste Valérie Dreyfuss.

Les freins à la mobilité, accélérateurs d'isolement social

Conséquence au renoncement à se déplacer : l'isolement. 37 % des Français affirment qu'ils ont déjà renoncé à rendre visite à leur famille car ils n'avaient pas accès à un moyen de transport pour s'y rendre. Un chiffre quasiment aussi important lorsqu'il s'agit de passer du temps avec ses amis (34 %).

L'entrave au lien social pour cause de mobilité est plus largement vécue par **les non-équipés de voiture (54/59 %)**, les usagers réguliers des transports en commun (48/60 %), les plus jeunes (58/59 %) et les actifs, notamment cadres (38/46 %) et employés (42/44 %). Le taux de renoncement atteint 46/47 % auprès des habitants de l'agglomération parisienne, soit 10/12 points de plus que la moyenne des Français.

Les freins à la mobilité, générateurs de bouleversement du mode de vie

Pour pallier les difficultés de déplacement, bon nombre de Français interrogés songent à **changer de mode de vie**. 30 % des actifs en emploi envisagent le télétravail, le temps partiel, arrêter de travailler ou changer de poste. **Le désir de changement est nettement plus fort chez les jeunes actifs** (39 % et 38 % auprès des 25-34 ans) et des habitants des zones urbaines (33 % dans les villes de plus de 100 000 habitants et 35/41 % dans l'agglomération parisienne). 23 % des Français ont même déjà envisagé de déménager pour se rapprocher de leurs centres d'activité.

Mobilité, des pistes de solutions suggérées

Afin de lever les freins, les Français interrogés évoquent tout d'abord l'aspect financier. En effet, 53 % des Français (soit plus d'un sur deux), quels que soient l'âge, la profession ou le lieu de résidence, suggèrent pour améliorer leurs déplacements un coût de transport moins cher (essence, ticket de transport, assurance, etc.). **Ensuite, ils suggèrent un réseau de transports en commun** avec des horaires ou des fréquences mieux adaptés à leur quotidien (35 %), mais aussi **l'acquisition d'un véhicule qui va de pair avec l'obtention du permis de conduire** : 20 % des Français évoquent le besoin d'un véhicule (supplémentaire ou 1^{er} véhicule) pour améliorer leur mobilité au quotidien. Cette solution est nettement plus citée parmi les jeunes (28 % des 18-24 ans et 23 % des 25-34 ans).

Pour participer aux 5èmes Rencontres

<http://www.mobiliteinclusive.com/programme-des-cinquiemes-rencontres-de-la-mobilite-inclusive/>

<fin>

Méthodologie de l'enquête

L'étude « *La mobilité et l'accès des Français aux services de la vie quotidienne* », réalisée par Elabe, a été conduite auprès d'un échantillon de 1 000 individus, représentatif des résidents de la France métropolitaine, âgés de 18 ans et plus. Représentativité assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle du répondant, région et catégorie d'agglomération). Interrogation online les 1^{er} et 2 mai 2018.

À propos du Laboratoire de la Mobilité inclusive

Depuis sa création en 2013, le LMI soutient le développement d'une mobilité pour tous. Le Laboratoire s'est donné pour mission de produire des données et des analyses permettant de mieux comprendre les obstacles à la mobilité ainsi que d'expérimenter et de proposer des solutions innovantes, de l'apprentissage du déplacement à sa réalisation.

Il se compose de 19 membres issus des sphères publiques et privées de la société, tous réunis autour de la volonté d'agir en faveur de la mobilité des publics les plus vulnérables :

Ademe, AG2R La Mondiale, Croix-Rouge française, CGET (Commissariat général à l'égalité des territoires), École d'urbanisme de Paris, DMML (Délégation ministérielle des missions locales), FACE (Fondation agir contre l'exclusion), FASTT (Fonds d'action sociale pour le travail temporaire), fondation d'entreprise groupe MACIF, fondation d'entreprise Michelin, fondation PSA, Keolis, groupe Mob'In, La Poste, Pôle emploi, Secours Catholique, Total, Transdev, Wimoov. <http://www.mobiliteinclusive.com/>

Contacts média

Agence OZINFOS

Vanessa Choquet-Dissake/06 27 26 49 65 - Candice Piekacz/06 71 38 53 15

Tél. : 01 42 85 47 32 - mobiliteinclusive@ozinfos.com